

Formation

# Des acteurs de l’islam luttent contre l’extrémisme

**Un projet unique en son genre a permis aux organisations musulmanes de développer la lutte contre la radicalisation**

Sophie Roselli  
@Borroloola

Loin des idées reçues, un travail de longue haleine met en lumière les collaborations entre les organisations musulmanes et l’État. La démarche relève d’un projet unique en son genre mené par le Centre suisse islam et société (CSIS) de l’Université de Fribourg. Dix-huit associations ont participé à vingt-six ateliers organisés à travers la Suisse. Près de 500 personnes, dont un tiers de femmes et une centaine d’imams, ont planché sur des thèmes parfois sensibles. Comme la prévention de la radicalisation, qui a fait l’objet d’une restitution lundi à l’Université de Genève.

**Quinzaine de cas remontés**  
Si aucun départ de la Suisse n’a été constaté par les autorités depuis 2016, l’attirance pour l’idéologie djihadiste persiste. Un projet pilote nommé «Gardez le lien», initié

à Genève voici un an et demi par le conseiller d’État Pierre Maudet, met l’accent sur la prévention. L’une de ses intervenantes, Géraldine Casutt, par ailleurs chercheuse junior au CSIS, observe des besoins croissants. «L’an passé, nous avons géré une septantaine de situations liées à la radicalisation, en répondant tant aux professionnels qu’aux citoyens inquiets. Et depuis le début de cette année, une quinzaine de cas sont remontés, soit plus que l’an passé sur la même période.»

Dans ce contexte toujours pré-occupant, les organisations musulmanes sont appelées par les autorités cantonales et fédérales à développer des mesures préventives. On ne part pas de zéro. Le CSIS met d’ailleurs en avant, dans une publication dévoilée lundi, les expériences menées, les bonnes pratiques et le fruit d’échanges au fil des séminaires.

L’éducateur Chaouki Daraoui a développé dans le cadre de ses activités au sein de l’Union vaudoise des associations musulmanes (UVAM) des ateliers de «job coaching» pour des jeunes musulmans en rupture. Son équipe a mis en place une méthode d’accompagnement physique, psychique et spirituel, pour que les jeunes concernés redeviennent acteurs de leur vie dans ces trois domaines.

À Bienne, Tuncay Kaptan, médiateur intraculturel au sein d’un

groupe de prévention des ruptures appelé Tasamouh, joue un «rôle de modèle» au sein de sa communauté. Confrontée à des cas de radicalisation, son équipe, composée d’une douzaine de médiateurs de différentes religions, peut organiser un entretien réunissant un jeune et un représentant scolaire, un membre de sa famille ou son maître d’apprentissage, dans le but de l’accompagner au fil des mois.

Coopération, mise en réseau, renforcement des bonnes pratiques, formation, valorisation, tels sont les objectifs que le CSIS a visés à travers cette démarche de formation continue. Quatre domaines d’intervention des organisations musulmanes ont été identifiés. «Les mosquées ne sont pas que des lieux de culte mais peuvent être des espaces de socialisation», relève Mallory Schneuwly Purdie, chercheuse senior au CSIS. En organisant des activités, des cours de langues, des événements, les centres islamiques peuvent créer du lien social et constituer un rempart contre la radicalisation. Mais le risque de communautarisme existe. Les mosquées ont aussi une responsabilité dans l’accompagnement des personnes en rupture et dans le signalement de conduites potentiellement dangereuses.

«Les imams, ayant des connaissances théologiques ainsi que du contexte local, pourraient être da-

vantage consultés dans la méthode de transmission du savoir», poursuit Mallory Schneuwly Purdie. Ces formateurs en religion peuvent être des acteurs privilégiés de la prévention. Dans ce registre, le CSIS va poursuivre ses formations avec ce public cible.

«Les jeunes des communautés, familiers non seulement avec le contexte social pluralisé mais aussi avec leur culture religieuse, devraient davantage jouer le rôle de passeurs de savoir», ajoute-t-elle. Enfin, quatrième domaine d’action: Internet doit être davantage investi par les organisations musulmanes afin de valoriser leur savoir religieux et offrir une alternative locale à la prolifération de contenus extrémistes.

### Réactions positives

Ce programme répond à une demande du terrain et représente un changement dans l’approche de l’État envers les communautés musulmanes. «Nous n’avons pas affaire à une formation pour nous éduquer, nous instruire, mais pour nous faire participer, salue Montassar BenMrad, président de la Fédération des organisations islamiques de Suisse. Nous sommes passés du rôle d’objet à celui de sujet. Jusqu’à présent, nous avions l’impression d’être des rats de laboratoire pour des universitaires qui nous interrogeaient dans le cadre d’études.»

## «Je ne suis pas pour une loi sur le suicide assisté»

**Une affaire récente relance aussi la question du secret médical. Mauro Poggia répond à nos questions**



**Mauro Poggia**  
Magistrat en charge de la Santé

La poignante histoire d’un homme de 89 ans qui voulait mourir avec Exit et en a été empêché par une intervention de dernière minute (*nos éditions des 13 et 14-15 avril*) comporte encore des zones d’ombre. Se pose notamment la question du secret médical. Pour rappel, la veille du jour où était programmée l’assistance au suicide, le Dr Conne, député PLR au Grand Conseil, a été interpellé par une équipe médico-soignante de l’Hôpital de Loëx (HUG), qui s’interrogeait sur la volonté réelle de cet octogénaire. Il a informé dans la foulée le procureur général, Olivier Jornot. La procédure a été bloquée. Qu’en pense le patron de la Santé, Mauro Poggia?

**Face à une telle situation, le personnel des HUG a-t-il le droit de faire sortir ce type d’information?**

Il s’agit d’une violation du secret de fonction si elle émane d’un collaborateur des HUG. Si le procureur général est saisi d’une plainte (Ndlr: comme le projette le fils de l’octogénaire), il décidera de l’ouverture d’une information à cet égard. Je relève cependant que la personne qui a agi de la sorte n’avait pas pour mobile de nuire au patient, mais au contraire de le protéger, sans doute à tort, de sorte que les suites pénales resteraient modestes. Je regrette personnellement que l’on n’ait pas saisi la hiérarchie médicale plutôt qu’un député, fût-il ancien médecin des HUG. De même, si je comprends que M. Conne n’ait pu garder pour lui les doutes qui lui étaient transmis, peut-être aurait-il été plus judicieux de saisir la direction médicale des HUG, pour s’assurer que l’évaluation externe de la volonté du patient avait été faite de manière complète. Cela aurait évité une intervention forte du Ministère public, avec le traumatisme qui en a résulté pour le patient et sa famille.

**Une soignante de Loëx aurait aussi tenté de dissuader ce patient ayant fait appel à Exit. Une faute, selon vous?**

Je n’ai pas d’information quant à une démarche du personnel visant à «tenter de dissuader le patient». Par contre, il n’est pas impossible que des soignants, dont le rôle n’est pas de se borner à prendre acte d’une telle décision, aient voulu discuter avec le patient pour lui proposer les alternatives existantes, tels les soins palliatifs.

**Un projet de loi sur l’assistance au suicide est à l’étude au Grand Conseil. Permettra-t-il de renforcer les connaissances et la formation des soignants?**

J’ai toujours considéré que la liberté de mettre fin à ses jours de manière digne devait être respectée, et aucune entrave ne doit s’y opposer, si ce n’est pour garantir que la volonté exprimée le soit par une personne libre et capable de discernement. Le Tribunal fédéral l’a d’ailleurs dit, sur la base du droit à la liberté personnelle garanti par la Constitution fédérale, et aucune loi n’a besoin de le répéter. Cela étant, je n’ai jamais été partisan d’une régulation législative de cette problématique, dans la mesure où je ne connais pas de situation qui aurait été problématique à Genève et qui n’aurait pas été réglée par la recherche commune d’une solution acceptable par les acteurs présents. Une loi aura pour effet de définir le rôle de chacun, avec pour conséquence que personne n’ira au-delà de ses obligations légales, alors que cette thématique implique précisément le dialogue et la nuance des solutions. J’ajoute que le point central sera toujours de savoir si le patient s’exprime librement en connaissance de cause et qu’aucune loi ne dispensera d’examiner dans chaque cas concret si tel est bien le cas.

**Laurence Bézaguet**  
@lbezaguet07



Maeva Isch va organiser le 28 juin à Genève-Plage des joutes sportives entre les collégiens de Genève. LAURENT GUIRAUD

## Des joutes à Genève-Plage pour fédérer les collèges

**Une élève organise des jeux intercollèges en guise de travail de matu. Avec du plongeon et de la slackline**

Elle avait d’abord pensé à faire l’ascension du Mont-Blanc. Puis à traverser le lac à la nage. Elle reste finalement dans le domaine sportif mais avec un projet plus collectif: organiser des joutes sportives entre les collégiens de Genève. C’est le projet de Maeva Isch, élève en troisième année au Collège Calvin, pour son travail de maturité (qui marque l’aboutissement du cursus secondaire). Le 28 juin à 12 h à Genève-Plage, entre 50 et 100 élèves s’affronteront dans une

série de disciplines. «Il y aura des équipes de cinq participants, au minimum une par établissement, explique la jeune fille. Chacun évoluera dans tous les sports.» A savoir courses en relais en natation, concours de plongeon, match en double en ping-pong, beachvolley et slackline - discipline issue du funambulisme - (où la performance sera plus ludique que réellement compétitive).

Son projet a convaincu Genève-Plage, qui l’autorise à occuper un espace dans son enceinte. «L’endroit n’est pas privatisé mais nous pouvons réserver des terrains et des lignes de natation, installer une tente d’information, utiliser un espace pour le pique-nique. Il y

aura donc d’autres personnes, c’est bien, ça fera du public!» Une vingtaine de bénévoles viendront lui prêter main-forte, notamment pour l’arbitrage.

La collégienne a établi un budget de 2000 fr. «Cela couvre les assurances, un encas, un pique-nique de fin de journée et des prix pour les gagnants.» La somme servira aussi à rembourser la production d’affiches et de flyers, qu’elle distribue en ce moment dans les établissements. Les équipes devront payer 10 francs - 2 fr. par personne - et signer une charte de bonne conduite. La recherche de sponsors a débuté. «J’essaie d’obtenir des rabais, par exemple sur la location de gobelets en plasti-

que réutilisables. J’ai proposé à une société de travailler bénévolement sur quelques-unes de ses manifestations afin de bénéficier en contrepartie d’un prix sur ses gobelets. C’est en discussion.» Une collaboration avec une association de slackline est aussi envisagée, pour offrir des démonstrations.

L’ancienne adepte de plongeon conclut: «Ce projet est une manière de promouvoir l’activité physique. Mais surtout, il permet de favoriser les rencontres entre élèves car ce genre d’occasions est rare, il y a peu d’initiatives intercollèges.»

**Aurélié Toninato**  
@a\_toninato

### Avis de naissances

Nous avons le bonheur d’annoncer la naissance de <b>Stan</b> le 10 avril 2018, à 08 h 12	Cindy Chuit et Maxime Gaconnet
Matteo, Amy et Terence sont heureux d’annoncer la naissance de <b>Liam</b> le 10 avril 2018, à 11 h 10	Géraldine et Giuseppe Castella-Giordano Chemin de Sous-Balme 51 1255 Veyrier
Nous avons l’immense joie d’annoncer la naissance de <b>Thibaud, Frederik</b> le 11 avril 2018, à 00 h 29	Sophie et Noah Reymond
Nous sommes très heureux d’annoncer la naissance de <b>Kaïs</b> le 13 avril 2018, à 08 h 19	Delphine, Dejen et Sana Genève
Clinique des Grangettes Genève	
Les annonces de naissance, avec photos des bébés, sont disponibles sur le site <a href="http://www.grangettes.ch">www.grangettes.ch</a>	